La guerre de répression israélienne n'a pas réussi à arrêter la croissance du mouvement BDS pour les droits des palestiniens !

Les campagnes BDS n'ont cessé de croître en 2016 – Bilan

Dans le numéro de décembre de Goosch.lu, nous avons expliqué diverses mesures atteignant à la liberté d'expression de nombreux militants et sympathisants de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) suite à l'extension et à l'impact croissant de celle-ci. Plus particulièrement, nous avons mis en évidence la priorité que l'État d'Israël accorde depuis quelques années à une campagne qu'il dénigrerait jusque là, mais qu'il considère désormais comme une « menace stratégique » (selon les termes mêmes de ses plus hauts responsables..

Dans la présente contribution, il va s'agir de partager aux lecteurs les nombreuses et diverses formes d'impact du mouvement dans le monde au cours de l'année 2016¹, suite au bilan que vient d'en opérer le BNC, le Palestinian BDS National Committee. Ce récapitulatif est loin d'être complet. Il reflète bien, nous le pensons cependant, l'évolution globale du mouvement et les tournants en cours. Il reflète surtout son caractère irréversible, car les dizaines de millions d'euro consacrés à sa répression par l'État d'Israël et les dizaines de milliers de personnes mobilisées par Israël pour l'y aider, n'ont pas réussi à arrêter sa croissance. Bien au contraire.

Récapitulatif de l'impact

2016, une année marquante pour le BDS ...

Les Palestiniens et les défenseurs de la liberté, de la justice et de l'égalité pour les Palestiniens se souviendront de cette année 2016, entre autres choses comme de l'année où Israël aura mené, contre le mouvement BDS mondial lancé par les Palestiniens déjà en 2005 pour les droits des Palestiniens, une guerre sans merci² dans une tentative désespérée pour l'écraser.

Mais on se souviendra également de 2016 comme de l'année d'un échec spectaculaire d'Israël, alors que BDS n'a cessé de s'étendre et que son impact sur le régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid s'intensifiait.

En 2016, Israël a déployé d'énormes actifs financiers, un espionnage intensif, une propagande bien huilée, du cyber « sabotage » et, avec encore plus d'intensité, une guerre juridique contre les défenseurs des droits de l'Homme et les réseaux BDS.

... malgré la guerre médiatique, politique et juridique menée par Israël à son encontre

Très contrarié par l'extension de BDS en Occident, en Amérique latine, dans le monde arabe, en Afrique du Sud et dans une partie de l'Asie, Israël a espéré mettre à profit son énorme influence sur le Congrès et les parlements des États-Unis, ainsi que sur les gouvernements de la France, du Royaume Uni et du Canada entre autres, pour interdire BDS. Israël a essayé de stigmatiser, de diaboliser et, dans certains cas, de délégitimer BDS par le haut, après avoir échoué à écraser le mouvement au niveau de la population et de la société civile mondiales.

Or, tout au long de cette année, BDS est devenu de plus en plus fort. **D'importantes multinationales**, dont Orange³ et CRH⁴, ont abandonné leur implication dans des projets israéliens qui empiètent sur les droits

¹ L'essentiel de cet article reprend, complète et restructure le récapitulatif annuel réalisé et publié à Londres le 28 novembre 2016 par le BNC (le Palestinian BDS National Committee – voir <https://bdsmovement.net/news/2016-bds-impact-round-up>) et traduit en français pour et par l'Aurdip (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine – voir <http://www.aurdip.fr/recapitulatif-de-l-impact-de-bds.html>). Les positions explicites ou implicites présentes ici n'engagent que leur auteur.

² Sur cette guerre, voir <http://www.jpost.com/Israel-News/Politics-And-Diplomacy/Brainstorming-BDS-battle-strategies-439635>. Nous y reviendrons en détail dans une contribution ultérieure.

³ Pour Orange, voir <https://www.bdsfrance.org/fin-de-laccord-orangepartner-communications>

des Palestiniens. Cet abandon a suivi la sortie de [Veolia](#)⁵ d'Israël en **2015 après que cette société ait perdu des offres de milliards de dollars à cause des sept ans de campagne BDS.**

Également cette année, des dizaines de conseils municipaux, principalement en Espagne, se sont déclarés « [Zones Libres d'Apartheid](#) », et d'importantes Églises des États-Unis ont retiré leurs investissements des banques israéliennes ou de sociétés internationales qui soutiennent l'occupation.

BDS a par ailleurs renforcé ses **coalitions intersectorielles** avec, entre autres, les mouvements pour la justice raciale, économique, de genre et climatique à travers le monde.

BDS a gagné du soutien légal et politique

Une victoire exceptionnellement remarquable pour le mouvement BDS en 2016 fut qu'il a réussi à gagner du soutien pour le droit de boycotter Israël, en soutien aux droits des Palestiniens selon le droit international, de la part de l'[Union Européenne](#), du [gouvernement de la Suède, des Pays Bas et d'Irlande](#), ainsi que d'[Amnesty International](#), de l'[Union Américaine pour les Libertés Civiques](#), de la [Fédération Internationale des Droits de l'Homme](#) et de centaines de partis politiques, de syndicats et de mouvements sociaux du monde entier.

L'UE reconnaît le « droit au BDS » !

L'importance de la clarification de la Haute représentante de l'UE (déjà mentionnée en décembre dernier) n'a échappé à personne. En [réponse](#) à une question de la députée Martina Anderson pour savoir si la Commission de l'UE s'engagera à défendre le droit des militants BDS à exercer leur liberté démocratique d'expression, la Haute représentante de l'UE a répondu :

« L'UE se situe fermement dans le soutien à la liberté d'expression et d'association conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui s'applique sur le territoire des États membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire ».

Madame Mogherini a aussi affirmé que :

“La liberté d'expression, comme le souligne la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, s'applique aussi aux informations ou aux idées « qui choquent ou dérangent l'État ou tout secteur de la population. »

Les actions de la société civile via BDS accèdent à une logique de pression internationale

La logique d'« apaisement » du régime israélien d'oppression a commencé à céder la place à une logique de pression internationale soutenue qui a prouvé son efficacité dans le combat pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, par exemple, a adopté, dans sa réunion du mois de mars 2016, la décision de [créer une base de données de toutes les sociétés israéliennes et internationales](#) qui sont complices et profitent du régime israélien d'occupation. Ce remarquable développement a rendu nerveuses de nombreuses sociétés impliquées dans les graves violations du droit international par Israël.

La résolution 2334 du Conseil de Sécurité de l'ONU, datée au 23 décembre 2016, dénonçant la construction et l'extension des colonies israéliennes de peuplement, a mis un comble à l'énervement des Israéliens, Barack Obama profitant de sa fin de mandat pour ne pas utiliser son droit de veto. L'arrivée de Trump à la Maison Blanche risque, certes, d'annoncer de nouveaux moments difficiles pour les Palestiniens et les organisations qui les soutiennent dans leur lutte légitime. Il n'en reste pas moins que des pas décisifs nous semblent avoir été franchis. Nous y reviendrons en fin d'article.

⁴ Pour la CRH (Cement Roadstone Holdings -), compagnie irlandaise de matériaux de construction, mais aussi la plus grosse entreprise de l'Irlande, voir : <https://bdsmovement.net/news/irish-corporation-crh-becomes-latest-big-european-firm-exit-israel>

⁵ [Veolia](#) est une multinationale présente sur les cinq continents avec 174 000 salariés, qui assure la gestion de l'eau, la gestion des déchets, et la gestion énergétique.

La liste ci-dessous résume quelques-uns des indicateurs les plus significatifs de l'impact, direct et indirect, de BDS dans différents domaines. Nous les présentons ci-dessous, non dans l'ordre chronologique – qui relève de la logique de rapport annuel du BNC – mais dans un classement par thème ou domaine.

Domaines et thèmes des campagnes menées

À l'encontre de multinationales

- [Orange](#) laisse tomber son affiliation à Israël après une intense campagne BDS en Égypte et en France.
- La [société irlandaise CRH](#) devient la dernière multinationale à quitter Israël.
- La société de sécurité G4S [perd un important contrat en Colombie](#).
- G4S annonce des [plans de sortie du marché israélien](#), mais la campagne BDS contre lui continue.

De la part d'États, de municipalités, de provinces

- La [Suède](#) devient le premier Etat européen à reconnaître le droit au BDS contre Israël.
- Les [gouvernements néerlandais et irlandais défendent le droit au boycott d'Israël](#) au nom de la liberté de parole et de la liberté d'association.
- Le [Parlement d'Ontario \(Canada\)](#) rejette une loi anti BDS.
- L'[institution Publique du Koweït pour la Sécurité Sociale](#) (PIFSS) se désinvestit de G4S.
- En Espagne, la [province de Cordoue se déclare Zone Libre d'Apartheid Israélien](#) et approuve la coopération avec le mouvement BDS.
- La [province brésilienne de Bahia](#) annule son accord de coopération avec la compagnie des Eaux Mekorot de l'Israël d'apartheid.
- Le [Conseil municipal de Bondy](#), près de Paris, adopte très largement un boycott des produits des colonies israéliennes.

De la part d'organisations internationales

- Le [Conseil Palestinien des Organisations de Droits de l'Homme \(PHROC\)](#) défend le droit de pratiquer le BDS contre Israël parce que protégé par la législation internationale.
- L'[UNICEF en Jordanie](#) met fin à son contrat avec G4S.
- L'UNOPS devient la [troisième agence de l'ONU](#) à abandonner G4S.

De la part de grandes organisations de la société civile, de partis, de syndicats

- Les [organisations, centres et associations de femmes palestiniennes](#) appellent les femmes et les féministes du monde entier, ainsi que les organisations et collectifs de femmes, à souscrire à l'Appel BDS.
- [Amnesty International](#) soutient le droit des défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens engagés dans BDS, condamnant les menaces d'atteintes physiques et de privation des droits fondamentaux portées contre eux par Israël.
- Les [partis néerlandais D66 et Gauche Verte](#) appellent à des sanctions contre Israël.
- La [campagne BDS marocaine](#) convainc des dizaines de commerçants de boycotter les dattes israéliennes.
- Les [plus gros syndicats britanniques](#) exhortent G4S à cesser de profiter de l'occupation israélienne
- Le Secrétariat aux droits de l'Homme de la [Fédération Uruguayenne des Travailleurs du Commerce et des Services](#) appelle au boycott des produits israéliens et demande aux entreprises d'Uruguay de couper leurs liens avec l'apartheid israélien.
- La [Fédération Internationale des Droits de l'Homme](#) (FIDH) soutient le droit au BDS.
- [356 organisations européennes de défense des droits de l'Homme](#), des églises, des syndicats et des partis politiques appellent l'UE à soutenir leur droit au boycott.
- Une large coalition de groupes de défense des droits civiques, des droits de l'Homme et de solidarité avec la Palestine aux États Unis, dont l'Union Américaine pour les Libertés Civiques

(ACLU), soutient le droit au [BDS en tant que forme de liberté d'expression protégée par la constitution](#).

- Le [Centre Sud-africain pour l'Etude de la Violence et la Réconciliation](#) retire sa participation à une conférence en Israël sur les études de génocide.
- L'[Internationale Socialiste](#), une coalition majeure des partis socialistes de plus de 100 pays, reconnaît BDS comme stratégie efficace pour combattre l'occupation israélienne et le déni des droits des Palestiniens.
- Des militants soutenus par les principales associations de défense des droits civiques [empêchent une législation anti BDS de passer au sénat de l'État du Massachusetts](#).

De la part d'Églises

- L'[Église Méthodiste Unie](#) se désinvestit des banques israéliennes qui financent l'occupation.
- L'[alliance des Baptistes \(USA\)](#) se désinvestit des sociétés qui profitent de l'occupation israélienne.
- La [Conférence Catholique des Supérieurs Majeurs des Instituts Masculins](#) des États Unis appelle au boycott des colonies israéliennes illégales.
- L'[Église Congrégationaliste Unitaire d'Afrique du Sud \(UCCSA\)](#) adopte BDS.
- L'[assemblée de l'Église presbytérienne des USA](#) vote l'étude de l'appel au BDS et s'engage, avec ses auteurs, à faire appel au gouvernement américain pour qu'il reconsidère son aide militaire à Israël.

De la part d'universités, d'universitaires, de campus

- Des centaines d'universitaires du [Brésil](#) et d'[Italie](#) rejoignent le boycott académique d'Israël.
- Le [Syndicat du Collège de l'Université de Londres](#) vote le soutien à BDS.
- Des [dizaines d'universitaires de l'université Columbia \(NewYork\)](#) appellent au désinvestissement du système israélien d'assujettissement.
- Les [étudiants de la faculté de Droit de l'université du Chili](#) votent très majoritairement pour BDS.
- La [semaine Israël Apartheid de 2016](#) a été la plus importante jusqu'alors, des groupes de plus de 225 villes et campus universitaires ayant enregistré leur participation. Le développement de la semaine Israël Apartheid dans des pays d'Amérique Latine et dans le monde arabe est particulièrement stimulant.
- L'[Union des étudiants de troisième cycle de l'Université de New York](#), qui fait partie de la section locale 2110 du syndicat UAW, rejoint BDS par un vote largement majoritaire. L'[Association des Assistants d'Enseignement \(section locale TAA/AFT 3220\) de l'université du Wisconsin à Madison](#), le plus ancien syndicat d'étudiants de second cycle des États Unis, se prononce par un vote écrasant pour le désinvestissement des institutions étatiques .
- Des [milliers d'universitaires et d'intellectuels arabes de la région du Golfe](#) condamnent la normalisation avec le régime israélien d'oppression et souscrivent au boycott académique et culturel à son encontre.
- L'Assemblée Générale [Universaliste Unitarienne](#) a endossé le désinvestissement des sociétés israéliennes complices de l'apartheid israélien et des corporations internationales complices des violations des droits des Palestiniens.
- L'[Union des étudiants d'une université canadienne d'Halifax](#) vote la vente de ses investissements dans des sociétés soutenant les violations des droits de l'Homme par Israël, dont Toyota, Caterpillar, Teva et General Mills.

De la part et auprès d'acteurs culturels et sportifs

- BDS va jusqu'aux [Oscars](#), demandant aux nommés de [renoncer au voyage de propagande en Israël](#).
- Le [géant du sport Reebok annule un modèle de baskets célébrant « l'indépendance » d'Israël](#).
- Le [festival de la Semaine des écrivains de Listowel en Irlande](#) rejette la demande de financement de l'ambassade d'Israël à Dublin.
- [Pharrell Williams](#), dix fois lauréat des Grammy Awards, annule son concert à Tel Aviv sans explication.